

Stephen Miran, un cheval de Troie à la Fed

POLITIQUE MONÉTAIRE Théoricien et idéologue favorable à une baisse des taux, l'actuel proche conseiller de Donald Trump va certainement modifier le fonctionnement de la Réserve fédérale américaine. Et affaiblir le leadership du président, Jerome Powell

SÉBASTIEN RUCHE

Donald Trump s'est doté d'un allié en nommant Stephen Miran au conseil de la Réserve fédérale, vendredi dernier. Actuellement un des plus proches conseillers du président, l'ancien gérant de fonds spéculatif est favorable à la baisse des taux d'intérêt pour soutenir l'économie. Soit exactement ce que Donald Trump réclame depuis des mois au président de la Fed, Jerome Powell, réticent à abaisser le coût de l'argent alors que les droits de douane américains pourraient provoquer un choc d'inflation. Powell achèvera son mandat en mai 2026 et Miran ne fait que remplacer une gouverneuse démissionnaire, mais son influence pourrait se faire aussi sentir sur le fonctionnement de la banque centrale américaine. Avec davantage d'idéologie et moins de données.

A court terme, Stephen Miran a pour mission d'occuper, jusqu'en janvier, le siège laissé libre par une membre démissionnaire du Conseil des gouverneurs. Mais sa nomination vise des objectifs plus larges. Titulaire d'un doctorat en économie de Harvard, le quadragénaire américain est souvent présenté comme étant plus mesuré que d'autres conseillers de Trump dans sa façon de présenter ses idées. Mais pas forcément dans ses réflexions elles-mêmes, parfois assez extrêmes.

L'homme de l'«accord de Mar-a-Lago»

Publiée en novembre 2024, sa vision – passablement controversée – d'un futur système commercial international reposant sur un «accord de Mar-a-Lago» suggérait notamment de facturer une commission aux étrangers qui investiraient dans des actifs financiers américains. Donald Trump n'a jamais mentionné explicitement ce document,

MAIS ENCORE

Des statistiques très attendues

Aujourd'hui, les projecteurs seront braqués sur l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis, qui mesure l'inflation supportée par les consommateurs. «Si l'inflation est élevée, le scénario d'une baisse de taux de la banque centrale américaine en septembre est réduit à néant», commente Stephen Innes, gérant de Spi AM. (AFP)



Stephen Miran, président du conseil économique de la Maison-Blanche, lors du Hill & Valley Forum. (WASHINGTON, 30 AVRIL 2025/BRENDAN SMIALOWSKI/AFP)

mais il a fait de Miran l'un de ses plus proches conseillers économiques. «Il a été à mes côtés depuis le début de mon deuxième mandat et son expertise dans le domaine économique est sans égale; il fera un travail extraordinaire», a d'ailleurs déclaré le président américain lors de l'annonce de la nomination de Miran, le 7 août, sur son réseau social.

«Stephen Miran est un cheval de Troie introduit dans le Conseil des gouverneurs de la Fed, avec l'objectif de faire tourner le vote en faveur d'une baisse des taux, estime Florian Ielpo, de Lombard Odier IM. Néanmoins, c'est un mouvement significatif, mais pas déterminant.»

«Miran fera bouger le logiciel de la Fed, en attachant moins d'importance aux données et davantage aux principes»

FLORIANIELPO, DE LOMBARD ODIER IM

En effet, lors de la réunion de juin, deux membres du conseil ont exprimé leur désaccord avec l'opinion dominante, en votant en faveur d'une baisse alors que la Fed a finalement maintenu ses taux à leur niveau actuel, entre 4,25 et 4,5%.

Stephen Miran rejoindra donc leur camp et il faudra trouver encore deux gouverneurs supplémentaires qui partagent ses vues pour former un consensus et faire basculer le conseil, décrypte le responsable de la recherche macroéconomique de l'administration Trump, il s'est déclaré favorable aux droits de douane et opposé aux politiques d'assouplissement quantitatif.

Il est en effet exclu que Stephen Miran occupe la présidence de la Fed, un poste pour lequel Christopher Waller, gouverneur depuis 2020, est actuellement favori, devant le directeur du Conseil économique national, Kevin Hassett.

Le profil de Stephen Miran indique également que sa nomination participe de la volonté du pouvoir américain de modifier le mode de fonctionnement de la Réserve fédérale. Miran est l'un des architectes de la doctrine économique de l'administration Trump, il s'est déclaré favorable aux droits de douane et opposé aux politiques d'assouplissement quantitatif.

«Miran est un idéologue, porteur de convictions fortes, alors que la Fed a adopté depuis l'ère Bernanke une approche basée sur les données, ce qui se traduit par un Conseil des gouverneurs plus attentiste, qui prend son temps et n'a pas de convictions ex ante, souligne encore Florian Ielpo. Miran fera bouger le logiciel de la Fed, en attachant moins d'importance aux données et davantage aux principes.»

Très critique envers la Fed

Dans un texte publié l'an dernier, Stephen Miran recommandait aussi de réformer le fonctionnement de la Fed, en accordant davantage de pouvoir à ses antennes régionales et moins à son comité de politique monétaire, qui compte 12 membres.

Ce n'est certainement pas un hasard si quelqu'un avec un tel profil a été choisi, analyse Gianluca Benigno, professeur à HEC Lausanne et ancien de la Fed de New York. «Contrairement à ce qui est souvent dit, cette nomination est importante car elle inaugure une discontinuité sur deux plans, précise ce fin connaisseur des banques centrales. D'une part, Miran s'est montré critique sur le fonctionnement institutionnel de la Fed, et souhaite le changer. D'autre part, il a également critiqué la science économique grand public et la pensée de groupe, qui favorise les décisions consensuelles plutôt que les opinions critiques.»

Vu la brièveté de son mandat, reste à voir si Stephen Miran exercera une influence durable au sein de l'institution. «Il participera à au moins trois réunions de politique monétaire et, s'il veut rester, il devra passer par un nouveau processus de confirmation par le Sénat pour effectuer un mandat de gouverneur de quatorze ans. Mais cette durée est aussi l'un des points qu'il a critiqués, il souhaite des mandats de huit ans», conclut Gianluca Benigno. ■